

Le Parti socialiste s'est doté, lors du dernier congrès, d'un secrétariat national au développement local, que tu animes. Quelle signification donner à cette nouvelle appellation ?

Le parti a eu des secrétariats à l'aménagement du territoire, à la décentralisation, plus récemment à l'action locale, aujourd'hui au développement local. Ces diverses dénominations reflètent l'évolution de la pensée des socialistes et plus généralement de la société sur les liens entre action publique et territoires (voir encadré).

Le développement local repose sur une démarche de mobilisation des acteurs d'un territoire autour des projets qu'ils ont initiés. Il ne se veut plus allocation de ressources par le haut mais création de richesses par le bas.

Il a ceci de « révolutionnaire » qu'il valorise un environnement et des relations sociales et culturelles au-delà des relations marchandes. Avec les entreprises d'un système productif local (1) qui bénéficient d'une culture professionnelle spécifique, un projet touristique qui fonctionne sur la complicité nouée entre agriculteurs, restaurateurs, animateurs du patrimoine et habitants, avec la régie de quartier qui redonne forme au cadre collectif et goût d'y vivre, chacun bénéficie de quelque chose qui ne se vend pas mais est intimement lié au territoire. On observe un certain renouveau des stratégies coopératives et de nouvelles formes d'économie sociale qu'il nous appartiendra d'analyser et d'accompagner.

« Révolutionnaire » aussi, que le développement local ait plus besoin d'animateurs et de facilitateurs que d'experts. C'est un véritable défi pour l'action et la fonction publique.

La notion de développement local est restée longtemps – et reste parfois – dénigrée.

Quand une entreprise artisanale se crée dans un village ou qu'un projet associatif voit le jour, cela ne se voit pas dans les statistiques,... donc, pour certains, c'est sans intérêt ! Mais quand la population de Faux-la-Montagne, sur le plateau de Millevaches (Creuse) augmente entre les deux derniers recensements et que l'école ouvre des classes, c'est qu'il se passe quelque chose. Même les technocrates (qu'ils me pardonnent !) peuvent comprendre ça !

Est-ce à dire que l'Etat n'a plus à intervenir ?

Sûrement pas. L'Etat garde une responsabilité primordiale dans les grands équipements et les réseaux informatiques à haut débit. Pour l'implantation d'activités nouvelles, écoles d'ingénieurs, agences nationales, la question de la création en région, et pas seulement dans les sept ou huit métropoles dites d'équilibre, devrait être systématiquement posée. Elles ont un rôle majeur sur les capacités ultérieures de développement autonome des villes et des régions. Il faudrait d'ailleurs veiller à ce que la déconcentration concerne les sciences humaines autant que le secteur des technologies. La solidarité nationale, donc la péréquation, c'est aussi la carte des aides aux entreprises et le mode de calcul des dotations de l'Etat aux collectivités. C'est la part, classique, de l'aménagement du territoire.

Mais l'action de l'Etat est aussi indirecte : en faisant adopter au parlement les lois Voynet et Chevènement sur l'organisation des collectivités locales, la gauche a impulsé une dynamique nouvelle susceptible de générer et de créer des projets. De même, certaines politiques contractuelles initiées par le gouvernement, telles que les contrats éducatifs locaux, peuvent être comprises comme des stimulations à l'initiative locale, associant habitants (en l'occurrence les parents) et institutions. L'Europe, par les conditions mises à l'octroi de ses fonds structurels, a aussi montré, et par exemple, en Centre-Bretagne, comment susciter des projets locaux.

En pensant local, on pense aussi PME, TPME et artisanat : toutes les mesures d'aide à ces entreprises, simplification des démarches, accès aux marchés publics, fiscalité,... participent d'un contexte favorable au développement local.

On n'en est plus tout à fait au développement local du bas vers le haut ...

En matière de développement local, je crois qu'il faut se garder de tout modèle simplificateur. L'observation que l'on peut faire d'expériences de développement local (voir encadré), c'est que chaque cas a son histoire propre, liée à un contexte très particulier. C'est souvent la rencontre d'un ou plusieurs porteurs de projets, d'une capacité d'accueil de ces projets mise en place par les partenaires publics et de quelques professionnels engagés qui fait le succès.

Si on lit l'histoire avec les yeux du porteur de projet, elle vient du bas. Si on la lit avec ceux de la collectivité, elle est partenariale et transversale. Si on la lit avec les yeux du fonds d'investissement qui a été sollicité, on la découvrira régionale ou nationale, au service du local. Toutes ces lectures sont vraies et se complètent.

N'y a-t-il pas des territoires trop exsangues pour générer leur propre développement ? N'est-ce pas un peu élitiste ?

Il est vrai que certains territoires paraissent engourdis. Dans le Cher, sans réel relais local au démarrage, un projet autour de l'accueil de la petite enfance en milieu rural se structure sur initiative de la CAF et surtout de la DDASS. Il fait appel à un réseau national pour « importer » un savoir-faire d'animation locale. Ce projet, apparemment du haut vers le bas, est en train de devenir un projet « du bas », et pourrait être le point de départ d'une dynamique de territoire qui dépasse largement la seule problématique de la petite enfance. Il ne faut donc pas refuser une impulsion par le haut. Mais il ne faut pas, avec des démarches velléitaires, oublier d'écouter ce que souhaitent les habitants ni vouloir aller trop vite. Le développement local prend du temps : c'est aussi peut-être pour cela qu'il agace parfois.

Élitiste, dis-tu, mais au sens de l'éducation populaire ou de l'école républicaine, qui ont toujours eu pour ambition de donner à chacun les moyens intellectuels de faire ses propres choix et de construire sa vie. Une utopie, certes, mais une utopie exigeante et féconde.

Le local, ce n'est pas le repli ?

Le développement local, parce qu'il permet de redonner sens aux projets collectifs, est porteur de citoyenneté, d'intelligence et d'ouverture. Les militants du développement local y veillent, d'ailleurs, s'organisant en réseaux pour échanger leurs projets et leurs pratiques, s'ouvrant vers les expériences internationales tant au Nord qu'au Sud. Nous devons soutenir ces réseaux. Je m'interroge toutefois sur les risques en ville, où la structure du peuplement urbain à laquelle nous sommes malheureusement arrivés pourrait tendre à rendre, malgré lui, le développement local prétexte au développement communautaire. Malgré tout, un projet réussi est plus sûrement facteur de confiance en soi et donc d'intégration que de repli.

Y a-t-il une place pour le développement local dans le projet des socialistes pour 2002 ?

Les municipales, quoiqu'on en ait dit, se sont jouées d'abord sur des critères locaux. Les présidentielles et les législatives se noueront d'abord sur des enjeux nationaux et internationaux. Mais reconnaître comme pertinentes et porteuses de richesses, matérielles et immatérielles, les dynamiques locales peut relever d'un message national.

Le travail que nous sommes en train de mener, avec la commission, consiste à repérer ce qui peut faciliter l'éclosion de projets (financements, formations, organisation territoriale). De façon plus prospective, nous devons aussi analyser en quoi le développement local peut engendrer des évolutions dans la société. Si les stratégies coopératives, la promotion des individus, le placement de capitaux en proximité (avec des finalités autres que purement financières) sont porteurs de progrès, le statut et la représentation des salariés dans les très petites entreprises et entreprises artisanales, comme dans les associations et les agences des collectivités publiques doivent faire l'objet de toute notre attention. Il

n'est pas anodin d'observer que la droite libérale s'enthousiasme pour le développement local au nom de la flexibilité et de l'adaptabilité.

Le développement local, ce n'est pas une nouvelle mode. On s'interroge sur le sens de l'action publique ? Se mettre à l'écoute et au service des projets locaux, valoriser les liens non-marchands, accompagner au cours de la vie la formation des porteurs de projets, en bref, faire le pari de l'intelligence, c'est retrouver l'action publique dans une nouvelle dimension. De nouveaux enjeux que les socialistes doivent continuer à s'appropriier.

Encadré 1

De l'aménagement du territoire au développement local

De l'après-guerre jusqu'au début des années 80, l'Etat, et pour ainsi dire lui seul, programme les grandes infrastructures, oriente les grandes implantations industrielles, répartit les universités, initie – c'était l'idée la plus originale et féconde – la décentralisation culturelle. L'Etat doit éviter à la France de n'être que « Paris et le désert français ». Son action est d'autant plus significative qu'elle accompagne les années de croissance et de reconstruction du pays.

Avec les lois de décentralisation de 1982 et 1983 le développement économique est principalement confié aux régions. En rapprochant l'action publique des territoires, on veut gagner en pertinence et en proximité. Mais dans un premier temps tout au moins, la plupart des actions restent relativement traditionnelles : les régions programment des routes, négocient avec l'Etat des implantations universitaires et tentent d'attirer des groupes industriels, avec un succès d'autant plus limité qu'on est en période de crise.

A la même époque s'organise aussi la « résistance » de certains territoires : communes et département, soutiennent des projets, certes modestes, mais qui, additionnés les uns aux autres, doivent permettre de « vivre et travailler au pays » mieux qu'une hypothétique usine de 500 salariés. Certaines régions de reconversion industrielle font la même analyse.

Rapidement, alors que la population rurale continue de décroître et de vieillir et les services de disparaître, on comprend que l'avenir d'un territoire n'est pas simplement une préoccupation économique. Y participent tout autant la création de haltes-garderies permettant l'éveil précoce des enfants, le regroupement pour le maintien des services publics, la redécouverte du plaisir de la fête. L'action locale devient multiforme et répond à une aspiration croissante à un ancrage local : compensation et repère pour ceux qui courent le monde, revalorisation et fierté retrouvée pour les autres. Apparaît aussi, à cette époque, la notion de territoire urbain. Dans les quartiers délaissés, les problématiques de services publics, accès à l'emploi et projets collectifs ne sont pas sans rapport avec celles du monde rural.

Le développement local, quant à lui, repose sur une démarche de mobilisation des acteurs d'un territoire autour des projets qu'ils ont initiés.

Encadré 2:

Vos projets nous intéressent

Le développement local est affaire de réseau et d'échanges. La commission nationale souhaite travailler à partir d'expériences réussies (ou non) de développement local avec plusieurs objectifs :

- valoriser le travail de chacun et associer les fédérations au projet ;
- constituer une banque de données ressource pour les militants

- repérer les diverses conditions de réussite du développement local et les évolutions sociales qu'il peut engendrer.

Contact : secrétariat national au développement local - Gwenaëlle Thomas – 01 (tél à compléter)